

Plan d'action européen pour l'acier : les syndicats continuent de réclamer une réelle stratégie industrielle européenne

Bruxelles, 13 avril 2021, adopté par le Comité exécutif d'industriAll Europe

Les travailleurs européens s'opposent à une gestion financière à court-terme des entreprises et à la délocalisation des activités et réclament un véritable plan pour garantir un avenir durable au secteur de l'acier en Europe.

Notre secteur sidérurgique européen fait face à divers enjeux : baisse de la demande due à la COVID-19, augmentation de la surcapacité mondiale et pression liée à la décarbonation. Neuf mois après la publication du programme d'industriAll Europe pour un plan d'action européen ambitieux pour l'acier, les travailleurs de l'acier ne déplorent pas seulement l'absence de plan d'action commun mobilisant tous les acteurs mais aussi la **dégradation de leurs conditions en Europe**. L'importance stratégique de notre secteur est certes de plus en plus louée par les politiciens et décideurs politiques, mais leurs belles paroles ne sont pas suivies d'actes pour préserver les emplois de qualité dans le secteur sidérurgique européen.

Introduction

Au vu des enjeux mentionnés, industriAll Europe a appelé à maintes reprises, souvent de concert avec les employeurs européens du secteur sidérurgique, les gouvernements nationaux et l'UE à soutenir notre secteur, entre autres par des mesures de sauvegarde, le financement de projets écologiques et des mesures internationales pour lutter contre la surproduction mondiale. Des milliers de travailleurs en Europe se sont mobilisés lors de la **journée d'action pour l'acier, le 1^{er} octobre**, afin de réclamer de l'aide pour le secteur.

Les syndicats sont de fait déçus et en colère contre certains employeurs du secteur sidérurgique, qui se comportent en Europe d'une manière qui n'est ni responsable ni sociale. IndustriAll Europe appelle les entreprises sidérurgiques en Europe à collaborer pleinement avec leurs personnels, y compris à respecter pleinement les droits à l'information et à la consultation, et à continuer à investir en Europe pour garantir un avenir positif pour ce secteur important et stratégique.

Les syndicats européens s'opposent strictement à une gestion financière irresponsable, à une délocalisation des activités et à une diminution des investissements dans la maintenance.

Inquiétudes quant à la gestion financière

Un exemple récent de gestion financière qui est très préoccupante concerne le groupe Vallourec, un spécialiste mondial de solutions tubulaires, qui a annoncé sa restructuration financière et la conversion d'une partie de ses dettes en capital. Avec cette opération, deux fonds d'investissements américains deviendront actionnaires majoritaires : Apollo et SVPGlobal. Cette décision inquiète fortement les travailleurs car Apollo a joué un rôle majeur dans le démantèlement du groupe Ascometal Group en France entre 2012 et 2014, ce qui a poussé le groupe à déposer le bilan. L'histoire ne peut pas se répéter, et les travailleurs s'opposent à tout démantèlement de l'entreprise !

Délocalisation des activités

Il est à craindre que certaines entreprises européennes se concentrent à l'avenir sur des activités en dehors de l'Europe. A titre d'exemple, Vallourec a réaffirmé sa stratégie visant à réduire sa capacité de production en Europe et à renforcer sa position sur le continent américain, au Moyen-Orient et en Asie. Par ailleurs,

ArcelorMittal a annoncé dans le contexte de la fermeture des hauts fourneaux de Cracovie et de la vente annoncée de InduSteel qu'en 2021, l'une de ses priorités sera le développement de ses opérations en Inde, ce qui suscite l'inquiétude des travailleurs des sites européens.

Les syndicats appellent les entreprises européennes qui ont profité de l'argent des contribuables (soit de la part des gouvernements régionaux et nationaux ou de l'UE) à assumer leur responsabilité concernant leurs activités européennes et à continuer d'investir dans leur avenir.

Suppression d'emplois et recul des investissements

L'inquiétude des travailleurs européens de l'acier ne cesse de grandir face au nombre de suppressions d'emplois prévues ou envisagées au sein de grands groupes tels que **ArcelorMittal, ThyssenKrupp, Tata Steel, Liberty Steel**. Le secteur est clairement face à une nouvelle vague de rationalisations. IndustriAll Europe insiste sur l'application totale des droits des travailleurs à l'information, à la consultation et à la participation dans ce processus, et ce, dans toutes les entreprises.

De plus, la diminution des investissements dans la maintenance des installations et les coupes dans les budgets alloués à la recherche et au développement soulèvent de fortes inquiétudes. L'absence de maintenance et d'investissements ne fera qu'affaiblir le secteur européen dans un marché mondial féroce et dans la course aux transitions écologique et numérique. En outre, nous sommes très inquiets de l'impact que la réduction des investissements dans la maintenance pourrait avoir sur la santé et la sécurité des travailleurs dans notre industrie.

Demande et production actuelles d'acier

Il convient de noter que certains sites ne sont plus en mesure de répondre correctement à la demande d'acier, en raison du manque de fiabilité des lignes de production mais aussi en raison des restrictions d'approvisionnement volontaires visant à faire grimper les prix de l'acier.

Les entreprises multinationales sidérurgiques réclament des mesures politiques et une aide financière de l'UE et des gouvernements nationaux tout en poursuivant des stratégies internes de réduction des coûts, particulièrement du travail ou tout en délocalisant progressivement leurs activités.

Demande et production futures d'acier

Bien que l'impact à court-terme de la COVID-19 ait été important, il existe des opportunités à moyen et long-terme pour le secteur sidérurgique européen, qu'il convient de ne pas perdre de vue. Le marché de l'acier va se relever, notamment dans les domaines du transport, de la construction et de la transition énergétique. En outre, au vu des objectifs environnementaux fixés par l'UE dans le Pacte vert européen, la production d'acier devrait privilégier des chaînes d'approvisionnement plus courtes, le recyclage local et une plus grande proximité entre le producteur et le consommateur afin de réduire significativement son empreinte carbone.

Le secteur européen de l'acier reste un secteur stratégique et il est essentiel à la décarbonation de l'Europe. Ce n'est donc certainement pas le moment de réduire les investissements ou de perdre des travailleurs très expérimentés dans ce secteur.

Plan d'action européen pour l'acier

IndustriAll Europe réitère la nécessité d'avoir un plan d'action européen pour l'acier qui répond aux enjeux posés par la COVID-19 et la double transition écologique et numérique.

Les syndicats européens continuent de réclamer un **plan d'action européen pour l'acier** qui de manière spécifique :

1. Stimule la demande et la production en Europe et contribue ainsi à sauvegarder les emplois ;
2. Apporte un soutien financier pour maintenir les compétences et les emplois ;
3. Garantit que les aides publiques sont liées à des conditions strictes en termes d'emplois et d'investissements en Europe ;
4. Se concentre sur le besoin d'autonomie stratégique au sein de l'Europe et s'oppose aux délocalisations en-dehors de l'Europe ;
5. S'assure que les fonds nationaux et/ou européens pour la R&D et la production liée à la R&D, restent en Europe ;
6. Permet de reprendre le contrôle sur sa propre production et met un terme au transfert d'actifs stratégiques vers des groupes dont les intérêts sont en dehors de l'Europe.

Conclusion

Il est essentiel que tous les acteurs de l'industrie sidérurgique se mobilisent pour lutter pour l'avenir du secteur. Les inquiétudes autour de restructurations d'entreprises de grande ampleur qui pourraient dévaster des usines et communautés locales et autour de rachats étrangers agressifs sont réelles. Il faut des mesures urgentes pour protéger ce secteur stratégique pour l'Europe.

Les syndicats européens appellent les entreprises sidérurgiques, les gouvernements nationaux et l'UE à se mettre d'accord sur un plan concret et ambitieux pour le secteur de l'acier, qui ouvre la voie vers un avenir écologique et durable pour le secteur et ses travailleurs.